

**SUPPLEMENT EN DATE DU 8 JUILLET 2022 AU PROSPECTUS DE BASE EN DATE DU 20 AVRIL  
2022**



**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

***Programme d'admission aux négociations Titres Négociables à Moyen Terme***

**de 1.500.000.000 d'euros**

Le présent supplément (le "**Supplément**") qui a obtenu le numéro d'approbation 22-288 en date du 8 juillet 2022 par l'Autorité des marchés financiers (l'"**AMF**") complète, et doit être lu conjointement avec le Prospectus de Base du 20 avril 2022 (le "**Prospectus de Base**") ayant reçu le numéro d'approbation 22-113 par l'AMF le 20 avril 2022 préparé par la Caisse des dépôts et consignations (l'"**Emetteur**" ou la "**Caisse des Dépôts**") et relatif à son programme d'admission aux négociations sur un Marché Réglementé de Titres Négociables à Moyen Terme (le "**Programme**").

Ce Supplément a été approuvé par l'AMF, en tant qu'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129, tel que modifié le cas échéant (le "**Règlement Prospectus**"). Ce Supplément a été préparé conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus. Le Prospectus de Base (tel que complété par ce Supplément) constitue un prospectus de base au sens de l'article 8 du Règlement Prospectus.

Les termes définis dans le Prospectus de Base ont la même signification lorsqu'ils sont utilisés dans le Supplément.

Ce Supplément modifie et complète le Prospectus de Base.

Des copies de ce Supplément et des documents incorporés par référence sont disponibles sans frais au siège de l'Emetteur et seront également disponibles sur le site internet de l'Emetteur ([www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)) et sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Sous réserve des informations figurant dans le Supplément, aucun fait nouveau significatif, erreur ou inexactitude substantielle concernant les informations contenues dans le Prospectus de Base qui serait de nature à influencer significativement l'évaluation des Titres n'est survenu ou n'a été constaté depuis la publication du Prospectus de Base.

Dans l'hypothèse d'une contradiction entre (a) toute déclaration faite dans ce Supplément et (b) toute autre déclaration contenue ou incorporée par référence dans le Prospectus de Base, les déclarations du Supplément prévaudront.

Ce Supplément a été préparé afin (i) d'incorporer par référence (x) le Rapport Financier 2021 et (y) le Rapport d'Activité 2021 de l'Emetteur (tels que définis ci-dessous) et (ii) mettre à jour certaines informations relatives au Document Cadre de l'Emetteur et l'avis de l'expert indépendant (*second party opinion*) y afférent. Il en résulte que certaines modifications aux sections « Facteurs de risques », « Documents incorporés par référence » et « Utilisation des Fonds » du Prospectus de Base ont été nécessaires.

## **Table des Matières**

FACTEURS DE RISQUES .....	3
DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE .....	5
UTILISATION DES FONDS .....	11
RESPONSIBILITE DU SUPPLEMENT.....	12

## FACTEURS DE RISQUES

Dans la section « FACTEURS DE RISQUES » apparaissant aux pages 12 à 21 du Prospectus de Base, le facteur de risque intitulé « Risques relatifs aux Obligations Vertes/sociales/durables » figurant au paragraphe 2.1(f) de la section à la page 20 est supprimé et remplacé comme suit (afin de (i) mettre à jour les informations relatives au Document Cadre de l'Emetteur et (ii) désigner ces titres d'« Obligations Durables » (précédemment définis comme « Obligations Vertes »)) :

### « f) Risques relatifs aux Obligations Vertes/sociales/durables

Les Conditions Définitives relatives à chaque Emission de Titres spécifiques pourront prévoir que ces Titres constituent des Obligations Durables. Dans ce cas, l'Emetteur affectera le produit net de l'Emission de Titres concernée au financement et/ou au refinancement en tout ou partie, des projets nouveaux et/ou existants dans le domaine de l'environnement, du social ou du développement durable, tels que décrits dans le Document Cadre des opérations financés disponible sur le site internet de l'Emetteur (<https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Document%20cadre%20Obligations%20Durables%20CDC%20-%20Avril%202022.pdf>). Les termes "Obligations Durables" et " Document Cadre" sont définis dans le chapitre "Utilisation des fonds" du présent Prospectus de Base.

La définition (juridique, réglementaire ou autre) de, et le consensus du marché sur ce qui constitue un projet "social", "durable", "vert" ou tout autre projet ayant une qualification équivalente est encore en cours de développement. Le 18 juin 2020, le règlement (UE) 2020/852 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables a été adopté par le Conseil et le Parlement Européen (le "**Règlement Taxinomie**"). Le Règlement Taxinomie introduit un système de classification unique au niveau de l'UE, ou "taxinomie" qui fournit aux sociétés et aux investisseurs un langage commun pour déterminer les activités économiques qui peuvent être considérées comme durables. Le Règlement Délégué (EU) 2021/2139 du 4 juin 2021 établissant des critères afin de déterminer les activités économiques qui peuvent être considérées comme durables pour l'environnement (c'est-à-dire les activités qui contribuent de manière substantielle à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation au changement climatique) est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022. Cependant, le Règlement Taxinomie reste susceptible d'évoluer s'agissant des activités économiques spécifiques.

Par conséquent, la définition d'un actif ou projet "vert" ou actif ou projet ayant une qualification équivalente a été établie pour les objectifs relatifs à l'atténuation du changement climatique, précisant les critères requis par un actif ou projet pour être qualifié de "vert", à moins qu'il ne soit relatif à une activité économique identifiée au moment de la finalisation. Cependant, il n'existe actuellement aucune définition établie (juridique, réglementaire ou autre) des critères pour un actif ou projet "social" ou "durable" ou ayant une qualification équivalente et un actif ou projet inclus dans le Document Cadre de l'Emetteur permettant de financer un tel projet, l'utilisation du produit net de l'émission d'Obligations Durables pourrait ne pas satisfaire les attentes des investisseurs concernant ces labels "sociaux", "durables", "verts" ou tout autres labels équivalents ou les objectifs de performance et des incidences négatives, qu'elles soient environnementales, sociales ou autres, pourraient survenir pendant le financement ou le refinancement d'un actif ou projet inclus dans le Document Cadre de l'Emetteur.

Bien que l'Emetteur ait l'intention d'affecter le produit net de l'émission de toutes Obligations Durables de la manière, ou substantiellement de la manière, décrite dans le chapitre "Utilisation des fonds", lesdits actifs ou projets pourraient ne pas être mis en œuvre ou réalisés conformément à toutes prévisions communiquées, et que le produit net de l'Emission sera intégralement ou partiellement affecté tel que communiqué. Par ailleurs, ces Obligations Durables ou les activités ou les projets qu'elles financent (ou refinancent) pourraient ne pas produire les résultats ou les effets escomptés ou prévus à l'origine par l'Emetteur. Ces événements ou défaillances de la part de l'Emetteur ne pourront en aucun cas constituer un Cas de Défaut s'agissant des Obligations Durables.

Tout défaut d'affectation du produit net d'une émission d'Obligations Durables tel que précisé dans le présent Prospectus de Base et/ou le fait que toute opinion ou certification décrite soit retirée ou tout avis ou certification selon lequel l'Emetteur ne se conformerait pas en tout ou partie aux critères ou exigences couverts par cet avis ou cette certification, ou toute modification du Document Cadre de l'Emetteur et/ou des critères de sélection

peuvent avoir un impact négatif sur la valeur des Obligations Durables, et pourrait avoir des conséquences pour certains Titulaires devant, au titre de leurs mandats de gestionnaires de portefeuilles, investir dans des actifs destinés à être utilisés pour un objectif particulier. »

## DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE

Les paragraphes sous la section « DOCUMENTS INCORPORES PAR REFERENCE » apparaissant aux pages 23 à 28 du Prospectus de Base sont supprimées et remplacées comme suit :

« Le présent Prospectus de Base devra être lu et interprété conjointement avec les documents suivants, qui sont incorporés par référence dans le présent Prospectus de Base et sont réputés en faire partie intégrante :

- (a) les sections citées dans le tableau ci-après extraites du Rapport Financier 2020 de l'Emetteur déposé auprès de l'AMF intégrant les comptes consolidés et les comptes sociaux de la section générale au 31 décembre 2020 (le "**Rapport Financier 2020**") ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2021-04/BAG-0429\\_CDD\\_Fi\\_2020\\_FR.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2021-04/BAG-0429_CDD_Fi_2020_FR.pdf)) ;
- (b) les sections citées dans le tableau ci-après extraites du Rapport Financier 2021 de l'Emetteur déposé auprès de l'AMF intégrant les comptes consolidés et les comptes sociaux de la section générale au 31 décembre 2021 (le "**Rapport Financier 2021**") ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Rapport%20financier%202021\\_accessible.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Rapport%20financier%202021_accessible.pdf)) ; et
- (c) les sections citées dans le tableau ci-après extraites du Rapport d'activité et de développement durable 2021-2022 de l'Emetteur déposé auprès de l'AMF (le "**Rapport d'Activité 2021**") ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-06/Rapport%20d%27activit%C3%A9%20et%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%202021\\_2022.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-06/Rapport%20d%27activit%C3%A9%20et%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%202021_2022.pdf))

Sauf en ce qui concerne les informations incorporées par référence dans ce Prospectus de Base conformément au tableau ci-dessous, les informations disponibles sur le site internet de l'Emetteur ne doivent pas être considérées comme étant incorporées par référence dans ce Prospectus de Base et ne sont fournies qu'à titre informatif. Par conséquent, ces informations ne font pas partie intégrante de ce Prospectus de Base et n'ont pas été examinées ni approuvées par l'AMF.

Suite à la publication du présent Prospectus de Base, un Supplément peut être préparé par l'Emetteur et approuvé par l'AMF conformément à l'article 23 du Règlement Prospectus et à l'article 18 du Règlement Délégué (UE) 2019/979, tel que modifié. Les déclarations contenues dans un tel Supplément (ou dans tout document qui y est incorporé par référence) sont, dans la mesure du possible (que ce soit expressément, implicitement ou autrement), réputées modifier ou remplacer les déclarations contenues dans le présent Prospectus de Base ou dans un document qui est incorporé par référence dans le présent Prospectus de Base.

Des copies des documents incorporés par référence dans ce Prospectus de Base et tout Supplément peuvent être obtenues, sans frais, au siège social de l'Emetteur. Le présent Prospectus de Base (ainsi que tout Supplément au Prospectus de Base) sera publié sur le site internet de l'AMF ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) et sur le site internet de l'Emetteur ([www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)).

### Tableau de correspondance relatif aux documents incorporés par référence :

	Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980	Rapport Financier 2020	Rapport Financier 2021	Rapport d'Activité 2021
4	<b>INFORMATIONS CONCERNANT L'EMETTEUR</b>			
4.1	<b><u>Histoire et évolution de l'Emetteur:</u></b>			
4.1.4	le siège social et la forme juridique de l'émetteur, la législation régissant ses activités, le pays dans lequel il est constitué, l'adresse et le numéro de téléphone de son siège statutaire (ou de son principal lieu d'activité, s'il est différent de son siège statutaire) ainsi que son site web, s'il en a un, avec un avertissement		pages 2 et dernière page	

	<b>Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980</b>	<b>Rapport Financier 2020</b>	<b>Rapport Financier 2021</b>	<b>Rapport d'Activité 2021</b>
	indiquant que les informations figurant sur le site web ne font pas partie du prospectus, sauf si ces informations sont incorporées par référence dans le prospectus.			
<b>4.1.5</b>	tout événement récent propre à l'émetteur et présentant un intérêt significatif pour l'évaluation de sa solvabilité.		pages 10 à 15 et 166 à 168	
<b>5</b>	<b>APERÇU DES ACTIVITES</b>			
<b>5.1.</b>	<b><u>Principales activités:</u></b>			
<b>5.1.1</b>	décrire les principales activités de l'émetteur, en mentionnant les principales catégories de produits vendus et/ou de services fournis.		pages 2 à 4	pages 14-15 et 44-49
<b>6</b>	<b>STRUCTURE ORGANISATIONELLE</b>			
<b>6.1</b>	si l'émetteur fait partie d'un groupe, décrire sommairement ce groupe et la place qu'y occupe l'émetteur. Cette description peut consister en un organigramme ou en être accompagnée, si cela contribue à clarifier la structure organisationnelle du groupe.		pages 2-4	
<b>9</b>	<b>ORGANES D'ADMINISTRATION, DE DIRECTION ET DE SURVEILLANCE</b>			
<b>9.1</b>	Donner le nom, l'adresse professionnelle et la fonction, au sein de l'émetteur, des personnes suivantes, en mentionnant les principales activités qu'elles exercent en dehors de l'émetteur lorsque ces activités sont significatives par rapport à celui-ci: membres des organes d'administration, de direction ou de surveillance			Pages 22-23
<b>11</b>	<b>INFORMATIONS FINANCIÈRES CONCERNANT L'ACTIF ET LE PASSIF, LA SITUATION FINANCIÈRE ET LES RÉSULTATS DE L'ÉMETTEUR</b>			
<b>11.1</b>	<b><u>Informations financières historiques</u></b>			
<b>11.1.1</b>	informations financières historiques pour les deux derniers exercices (au moins 24 mois), ou pour toute période plus courte durant laquelle l'émetteur a été en activité, et le rapport d'audit établi pour chacun de ces exercices.	pages 6 à 220 (états financiers annuels consolidés)	pages 10 à 151 (états financiers annuels consolidés)	

	<b>Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980</b>	<b>Rapport Financier 2020</b>	<b>Rapport Financier 2021</b>	<b>Rapport d'Activité 2021</b>
		pages 230 à 274 (états financiers annuels de la section générale)	pages 163 à 205 (états financiers annuels de la section générale)	
<b>11.1.3</b>	<p><b>Normes comptables</b></p> <p>Les informations financières doivent être établies conformément aux <i>International Financial Reporting Standards</i> (IFRS), telles qu'adoptées dans l'Union conformément au Règlement (CE) no 1606/2002.</p>	pages 27 à 52 (états financiers annuels consolidés)	pages 28 à 50 (états financiers annuels consolidés)	
<b>11.1.4</b>	<p>Lorsqu'elles sont établies conformément à des normes comptables nationales, les informations financières auditées doivent inclure au minimum :</p> <p>(a) le bilan;</p> <p>(b) le compte de résultat;</p>	<p>Page 232 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>page 234 (états financiers annuels de la section générale)</p>	<p>pages 168 à 174 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>pages 18-19 (états financiers annuels consolidés)</p> <p>page 163 (états financiers annuels de la section générale)</p> <p>Page 16 (états financiers annuels consolidés)</p>	

	<b>Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980</b>	<b>Rapport Financier 2020</b>	<b>Rapport Financier 2021</b>	<b>Rapport d'Activité 2021</b>
	(c) les méthodes comptables et les notes explicatives (annexe).	pages 235 à 270 (états financiers annuels de la section générale)	page 165 (états financiers annuels de la section générale) pages 28 à 145 (états financiers annuels consolidés) pages 166 à 201 (états financiers annuels de la section générale)	
<b>11.1.6</b>	<b>Date des informations financières</b> La date du bilan du dernier exercice pour lequel des informations financières ont été auditées ne peut remonter à plus de 18 mois avant la date du document d'enregistrement.		31 décembre 2021	



	<b>Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980</b>	<b>Rapport Financier 2020</b>	<b>Rapport Financier 2021</b>	<b>Rapport d'Activité 2021</b>
<b>11.2</b>	<p><b><u>Audit des informations financières historiques</u></b></p> <p>Les informations financières annuelles historiques doivent faire l'objet d'un audit indépendant. Le rapport d'audit doit être élaboré conformément à la directive 2006/43/CE et au règlement (UE) no 537/2014. Lorsque la directive 2006/43/CE et le règlement (UE) no 537/2014 ne s'appliquent pas, les informations financières historiques doivent être auditées ou faire l'objet d'une mention indiquant si, aux fins du document d'enregistrement, elles donnent une image fidèle, conformément aux normes d'audit applicables dans un État membre ou à une norme équivalente. Autrement, les informations suivantes doivent être incluses dans le document d'enregistrement:</p> <p>a) une déclaration bien visible indiquant les normes d'audit appliquées;</p> <p>b) une explication de tout écart significatif par rapport aux normes internationales d'audit.</p>	<p>pages 213 à 220 (états financiers annuels consolidés)</p> <p>pages 271 à 274 (états financiers annuels de la section générale)</p>	<p>pages 146 à 151 (états financiers annuels consolidés)</p> <p>pages 202 à 205 (états financiers annuels de la section générale)</p>	
<b>11.2.1a</b>	<p>Lorsque les rapports d'audit sur les informations financières historiques ont été refusés par les contrôleurs légaux ou lorsqu'ils contiennent des réserves, des modifications d'avis, des limitations de responsabilité ou des observations, la raison doit en être donnée, et ces réserves, modifications, limitations ou observations doivent être intégralement reproduites.</p>	NA	NA	
<b>11.4</b>	<p><b><u>Changement significative de la situation financière de l'émetteur</u></b></p>			
<b>11.4.1</b>	<p>tout changement significatif de la situation financière du groupe survenu depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers audités ou des informations financières intermédiaires ont été publiés, ou</p>	page 17	pages 15 et 168	

	<b>Annexe 7 du Règlement Délégué (UE) 2019/980</b>	<b>Rapport Financier 2020</b>	<b>Rapport Financier 2021</b>	<b>Rapport d'Activité 2021</b>
	fournir une déclaration appropriée indiquant l'absence de tels changements.			

Les informations figurant dans les documents incorporés par référence et qui ne seraient pas visées dans le tableau de concordance ci-avant ne sont fournies qu'à titre informatif. »

## UTILISATION DES FONDS

Les paragraphes de la section « UTILISATION DES FONDS » apparaissant en page 65 du Prospectus de Base sont supprimés et remplacés comme suit (afin de (i) mettre à jour les informations relatives (x) au Document Cadre de l'Emetteur et (y) à l'avis de l'expert indépendant (second party opinion) y afférent (ii) se référer au respect des *Social Bond Principles* et *Sustainability Bond Guidelines* et (iii) désigner ces titres d'« Obligations Durables » (précédemment définis comme « Obligations Vertes »)) :

« Le produit net de l'émission des Titres est destiné aux besoins généraux de financement de l'Emetteur, à moins qu'il n'en soit spécifié autrement dans les Conditions Définitives concernées.

Les Conditions Définitives concernées pourront prévoir que le produit net de l'émission des Titres sera utilisé pour financer ou refinancer, en tout ou partie, des actifs ou des projets nouveaux et/ou existants dans le domaine de l'environnement, du social ou du développement durable (les "**Obligations Durables**") tels que décrits dans le document cadre des opérations financées (*Green, Social and Sustainability Bond Framework*) (tel que modifié ou complété) (le "**Document Cadre**") disponible sur le site internet de l'Emetteur (<https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Document%20cadre%20Obligations%20Durables%20CDC%20-%20Avril%202022.pdf>).

En ce qui concerne les Obligations Durables et comme décrit de façon plus détaillée dans le Document Cadre, l'Emetteur a l'intention de se conformer aux quatre piliers des "*Green Bond Principles*", édition 2021, publiés par l'*International Capital Market Association* (les "**GBP**") ou toute autre version plus récente telle que spécifiée dans les Conditions Définitives concernées : (i) description de l'utilisation des fonds, (ii) présentation de la procédure pour la sélection et l'évaluation des projets, (iii) gestion des fonds et (iv) reporting sur l'utilisation des fonds. De plus, le Document Cadre est aligné avec les « Social Bond Principles » de 2021 ("**SBP**") et « Sustainability Bond Guidelines » de 2021 ("**SBG**").

Le Document Cadre définit des catégories de projets éligibles qui ont été identifiés par l'Emetteur, notamment (a) énergies renouvelables, (b) efficacité énergétique, (c) immobilier vert, (d) transport et mobilité durable, (e) accès au numérique et (f) santé et médico-social. L'avis d'un expert indépendant (*second party opinion*) a été obtenue auprès de Moody's ESG Solutions sur le Document Cadre, cette opinion évaluant la durabilité (*sustainability*) du Document Cadre et sa conformité aux GBP, SBP et SBG. Ce document est disponible sur le site internet de l'Emetteur ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/20220422\\_SPO\\_UoP\\_CDC\\_FR.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/20220422_SPO_UoP_CDC_FR.pdf)). Le Document Cadre peut être mis à jour ou élargi pour refléter l'évolution des pratiques du marché, de la réglementation et les activités de l'Emetteur.

Pour chaque émission d'Obligations Durables, l'Emetteur a l'intention de publier chaque année un rapport comprenant une liste exhaustive et nominative des projets éligibles financés. Les commissaires aux comptes de l'Emetteur seront invités à certifier l'affectation du produit net des émissions d'Obligations Durables aux projets. Les rapports des commissaires aux comptes sur l'allocation du produit net des émissions sera disponible sur le site internet de l'Emetteur (<https://www.caissedesdepots.fr/en/obligations-vertes-sociales-et-durables>).

La performance des Obligations Durables n'est pas liée à la performance des projets éligibles concernés ou de la performance de l'Emetteur s'agissant de tout objectif environnemental ou tout autre objectif similaire. Aucune ségrégation ne sera assurée entre actifs et passifs pour ce qui est des Obligations Durables et des projets éligibles. Par conséquent, ni les paiements de principal et/ou d'intérêts dus au titre des Obligations Durables, ni les droits des Titulaires ne pourra dépendre de la performance des projets éligibles concernés ou de la performance de l'Emetteur s'agissant de tout objectif environnemental ou tout autre objectif similaire. Les Titulaires d'Obligations Durables n'auront aucun droit préférentiel ou droit de priorité sur les actifs de tout projet éligible ni ne bénéficieront d'aucun arrangement améliorant la performance des Titres. »

## RESPONSIBILITE DU SUPPLEMENT

### Personne qui assume la responsabilité du présent Supplément au Prospectus de Base

#### Au nom de l'Emetteur

J'atteste que les informations contenues dans le présent Supplément sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Paris, le 8 juillet 2022

#### Caisse des dépôts et consignations

56, rue de Lille  
75007 Paris  
France

**Représenté par :** Virginie Chapron-du Jeu  
Directrice des finances du Groupe Caisse des Dépôts



Ce Supplément a été approuvé par l'AMF, en sa qualité d'autorité compétente au titre du règlement (UE) 2017/1129. L'AMF approuve ce Supplément après avoir vérifié que les informations figurant dans le Supplément sont complètes, cohérentes et compréhensibles au sens du règlement (UE) 2017/1129.

Cette approbation ne doit pas être considérée comme un avis favorable sur l'Emetteur et sur la qualité des titres faisant l'objet du Supplément. Les investisseurs sont invités à procéder à leur propre évaluation quant à l'opportunité d'investir dans les titres financiers concernés.

Le Supplément a été approuvé le 8 juillet 2022 et porte le numéro d'approbation suivant: 22-288.

**THIS DOCUMENT IS A FREE NON BINDING TRANSLATION, FOR INFORMATION PURPOSES ONLY, OF THE FRENCH LANGUAGE SUPPLEMENT DATED 8 JULY 2022 WHICH RECEIVED THE APPROVAL NUMBER 22-288 FROM THE *AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS* ON 8 JULY 2022 (THE "SUPPLEMENT"). ONLY THE SUPPLEMENT WAS GRANTED AN APPROVAL NUMBER BY THE *AUTORITE DES MARCHES FINANCIERS*. IN THE EVENT OF ANY AMBIGUITY OR CONFLICT BETWEEN CORRESPONDING STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THE SUPPLEMENT AND THIS DOCUMENT, THE RELEVANT STATEMENTS OR OTHER ITEMS CONTAINED IN THE SUPPLEMENT SHALL PREVAIL. FOR THE AVOIDANCE OF DOUBT, REFERENCES IN THIS DOCUMENT TO THE "SUPPLEMENT" ARE TO THE "SUPPLEMENT" AND DO NOT INCLUDE ITS ENGLISH TRANSLATION.**

***SUPPLEMENT DATED 8 JULY 2022 TO THE BASE PROSPECTUS DATED 20 APRIL 2022***



**CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS**

(an *établissement spécial* in France)

**€1,500,000,000**

***Titres Négociables à Moyen Terme Admission Programme***

This supplement (the “**Supplement**”) which has obtained the approval number 22-288 on 8 July 2022 from the *Autorité des marchés financiers* (the “**AMF**”) is supplemental to and must be read in conjunction with the base prospectus dated 20 April 2022 which was granted the approval number 22-113 on 20 April 2022 by the AMF (the “**Base Prospectus**”) prepared by Caisse des dépôts et consignations (“**Caisse des Dépôts**” or the “**Issuer**”) with respect to its €1,500,000,000 *Titres Négociables à Moyen Terme* Admission Programme (the “**Programme**”).

Application has been made for approval of this Supplement to the AMF as competent authority under the Regulation (EU) 2017/1129, as amended (the “**Prospectus Regulation**”). This Supplement has been prepared for the purpose of Article 23 of the Prospectus Regulation. The Base Prospectus (which includes, for the avoidance of doubt, this Supplement) constitutes a base prospectus for the purposes of Article 8 of the Prospectus Regulation.

Terms defined in the Base Prospectus have the same meaning when used in this Supplement.

This Supplement modifies and completes the Base Prospectus.

Copies of this Supplement, together with the documents incorporated by reference herein, can be obtained free of charge from the principal office of the Issuer and will be available on the Issuer’s website ([www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)) and on the AMF’s website ([www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)).

Save as disclosed in this Supplement, there has been no other significant new factor, material omission or inaccuracy relating to information included in the Base Prospectus which may affect the assessment of the Notes issued under the Programme since the publication of the Base Prospectus.

To the extent that there is any inconsistency between (a) any statement in this Supplement and (b) any other statement in or incorporated by reference in the Base Prospectus, the statements in (a) above will prevail.

This Supplement has been prepared in order to (i) incorporate by reference the (x) 2021 Financial Report and (y) 2021 Business Review (each as defined below) and (ii) update information relating to the Issuer’s

Framework and second party opinion. The sections entitled “Risk Factors”, “Documents incorporated by reference” and “Use of Proceeds” of the Base Prospectus have been updated accordingly.

## Table of Contents

RISK FACTORS .....	4
DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE .....	6
USE OF PROCEEDS .....	12
RESPONSIBILITY FOR THE SUPPLEMENT .....	13

## RISK FACTORS

In the section of the Base Prospectus entitled “Risk Factors” on pages 12 to 21, the risk factor entitled “Risks relating to Green/social/sustainability Bonds” under part 2.1(f) of the section on page 20 is deleted and replaced in its entirety with the following (in order to (i) update the references to the Issuer’s Framework and (ii) refer to such notes as “Sustainability Bonds” (previously defined as “Green Bonds”)):

### “(f) Risks relating to Green/social/sustainability Bonds

The Final Terms relating to any specific Series of Notes may provide that such Notes will constitute Sustainability Bonds. In such case, it will be the Issuer’s intention to use the net proceeds of such Notes to finance and/or re-finance, in part or in full, new and/or existing green/social/sustainability assets or projects as set out in the Issuer’s Framework available on the Issuer’s website (<https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Framework%20CDC%20Sustainable%20Bonds%20-%20April%202022.pdf>). The terms "Sustainability Bonds" and "Framework" are defined in the "Use of Proceeds" section in this Base Prospectus.

The definition (legal, regulatory or otherwise) of, and market consensus for a particular project to be defined as, a "green" or equivalently labelled project is still under development. On 18 June 2020, Regulation (EU) No. 2020/852 on the establishment of a framework to facilitate sustainable investment was adopted by the Council and the European Parliament (the "**Taxonomy Regulation**"). The Taxonomy Regulation establishes a single EU-wide classification system, or "taxonomy", which provides companies and investors with a common language for determining which economic activities can be considered environmentally sustainable. The Commission Delegated Regulation (EU) 2021/2139 of 4 June 2021 establishing criteria for determining which economic activities can be considered environmentally sustainable (i.e. activities that contribute substantially to climate change mitigation or adaptation) entered into force on 1 January 2022. However, the Taxonomy Regulation remains subject to further developments with regard to specific economic activities.

As a result, the definition of a "green" asset or project or equivalently labelled asset or project is now set for objectives related to climate change mitigation or adaptation, specifying the criteria required by a particular asset or project to qualify as a "green" asset or project, unless it is related to an economic activities identified in the course of finalisation. However, there is currently no established definition (legal, regulatory or otherwise) of the criteria for a "social" or "sustainable" asset or project or asset or project labelled as equivalent and an asset or a project included in the Issuer’s Framework may not meet any or all investor expectations regarding such "social", "sustainable", "green" or other equivalently-labelled performance objectives and adverse environmental, social and/or other impacts may occur during the financing and/or refinancing of any asset or project included in Issuer’s Framework.

While it is the intention of the Issuer to apply the proceeds of any Sustainability Bonds in, or substantially in, the manner described in under the "Use of Proceeds" section, the relevant assets or projects may not be capable of being implemented in, or substantially in, such manner and/or in accordance with any timeframe, or such proceeds may not be totally or partially disbursed as planned. In addition, such Sustainability Bonds or the activities or projects they finance (or refinance) may not have the results or outcome (whether or not related to environmental, social, sustainability, or other objectives) originally expected or anticipated by the Issuer. Any such event or failure by the Issuer will not constitute an Event of Default in respect of any Sustainability Bonds.

Any failure to apply the proceeds of any issue of Sustainability Bonds as intended, any withdrawal of any applicable opinion or certification, any opinion or certification to the effect that the Issuer is not complying in whole or in part with criteria or requirements covered by such opinion or certification or any change to the Issuer’s Framework and/or selection criteria may have an adverse impact on the value



of Sustainability Bonds, and may result in adverse consequences for certain Noteholders with portfolio mandates to invest in securities to be used for a particular purpose.”

## DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE

The paragraphs under the section “DOCUMENTS INCORPORATED BY REFERENCE” on pages 23 to 28 are deleted and replaced with the following :

“This Base Prospectus should be read and construed in conjunction with the following information which shall be incorporated in, and form part of, this Base Prospectus:

- (a) the sections referred to in the table below "Cross-reference list relating to information incorporated by reference" which are extracted from the 2020 Rapport Financier of the Issuer (in the French language) filed with the AMF, including the audited consolidated financial statements ("*comptes consolidés*") and the audited annual financial statements of the central sector ("*comptes sociaux de la section générale*") of the Issuer for the year ended 31 December 2020 (the "**2020 Financial Report**") ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2021-04/BAG-0429\\_CDD\\_Fi\\_2020\\_FR.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2021-04/BAG-0429_CDD_Fi_2020_FR.pdf));
- (b) the sections referred to in the table below "Cross-reference list relating to information incorporated by reference" which are extracted from the 2021 Rapport Financier of the Issuer (in the French language) filed with the AMF, including the audited consolidated financial statements ("*comptes consolidés*") and the audited annual financial statements of the central sector ("*comptes sociaux de la section générale*") of the Issuer for the year ended 31 December 2021 (the "**2021 Financial Report**") ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Rapport%20financier%202021\\_accessible.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Rapport%20financier%202021_accessible.pdf)); and
- (c) the sections referred to in the table below "Cross reference list relating to information incorporated by reference" which are extracted from the 2021-2022 *Rapport d'activité et de développement durable* of the Issuer (in the French language) filed with the AMF (the "**2021 Business Review**") ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-06/Rapport%20d%27activit%C3%A9%20et%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%202021\\_2022.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-06/Rapport%20d%27activit%C3%A9%20et%20de%20d%C3%A9veloppement%20durable%202021_2022.pdf)).

Unless otherwise explicitly incorporated by reference into this Base Prospectus in accordance with the list below, the information contained in the website of the Issuer shall not be deemed incorporated by reference herein and is for information purposes only. Therefore it does not form part of this Base Prospectus and has not been scrutinised or approved by the AMF.

Following the publication of this Base Prospectus, a Supplement may be prepared by the Issuer and approved by the AMF in accordance with Article 23 of the Prospectus Regulation and Article 18 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/979, as amended. Statements contained in any such Supplement (or contained in any document incorporated by reference therein) shall, to the extent applicable (whether expressly, by implication or otherwise), be deemed to modify or supersede statements contained in this Base Prospectus or in a document which is incorporated by reference in this Base Prospectus.

Copies of documents incorporated by reference in this Base Prospectus and any Supplement can be obtained free of charge from the principal office of the Issuer. This Base Prospectus (together with any Supplement to the Base Prospectus) will be published on the AMF's website (being [www.amf-france.org](http://www.amf-france.org)) and on the Issuer's website ([www.caissedesdepots.fr](http://www.caissedesdepots.fr)).

**Cross-reference list relating to information incorporated by reference:**

Any information not listed in the above cross-reference list but included in the documents incorporated by reference is given for information purposes only.”

	<b>Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended</b>	<b>2020 Financial Report</b>	<b>2021 Financial Report</b>	<b>2021 Business Review</b>
<b>4</b>	<b>INFORMATION ABOUT THE ISSUER</b>			
<b>4.1</b>	<b><u>History and development of the Issuer:</u></b>			
<b>4.1.4</b>	the domicile and legal form of the issuer, the legislation under which the issuer operates, its country of incorporation, the address telephone number of its registered office (or principal place of business if different from its registered office) and website of the issuer, if any, with a disclaimer that the information on the website does not form part of the prospectus unless that information is incorporated by reference into the prospectus.		pages 2 and last page	
<b>4.1.5</b>	any recent events particular to the issuer and which are to a material extent relevant to an evaluation of the issuer's solvency.		pages 10 to 15 and 166 to 168	
<b>5</b>	<b>BUSINESS OVERVIEW</b>			
<b>5.1.</b>	<b><u>Principal activities:</u></b>			
<b>5.1.1</b>	A brief description of the issuer's principal activities stating the main categories of products sold and/or services performed;		pages 2 to 4	pages 14-15 and 44-49
<b>6</b>	<b>ORGANISATIONAL STRUCTURE</b>			
<b>6.1</b>	If the issuer is part of a group, a brief description of the group and the		pages 2 to 4	

	<b>Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended</b>	<b>2020 Financial Report</b>	<b>2021 Financial Report</b>	<b>2021 Business Review</b>
	issuer's position within the group. This may be in the form of, or accompanied by, a diagram of the organisational structure if this helps to clarify the structure.			
<b>9</b>	<b>ADMINISTRATIVE, MANAGEMENT, AND SUPERVISORY BODIES</b>			
<b>9.1</b>	Names, business addresses and functions within the issuer of the following persons, and an indication of the principal activities performed by them outside of that issuer where these are significant with respect to that issuer:			pages 22-23
	(a) members of the administrative, management or supervisory bodies;			
<b>11</b>	<b>FINANCIAL INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S ASSETS AND LIABILITIES, FINANCIAL POSITION AND PROFITS AND LOSSES</b>			
<b>11.1</b>	<b><u>Historical Financial Information</u></b>			
<b>11.1.1</b>	Historical financial information covering the latest two financial years (at least 24 months) or such shorter period as the issuer has been in operation and the audit report in respect of each year.	pages 6 to 220 (audited consolidated financial statements)  pages 230 to 274 (audited annual financial statements of the central sector)	pages 10 to 151 (audited consolidated financial statements)  Page 163 to 205 (audited annual financial statements of the central sector)	
<b>11.1.3</b>	<b>Accounting standards</b>  The financial information must be prepared according to International Financial Reporting Standards as	pages 27 to 52 (audited consolidated financial statements)	pages 28 to 50 (audited consolidated financial statements)	

	<b>Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended</b>	<b>2020 Financial Report</b>	<b>2021 Financial Report</b>	<b>2021 Business Review</b>
	endorsed in the Union based on Regulation (EC) No 1606/2002.		Page 168 to 174 (audited annual financial statements of the central sector)	
<b>11.1.4</b>	Where the audited financial information is prepared according to national accounting standards, the financial information must include at least the following:			
	(a) the balance sheet;	page 232 (audited annual financial statements of the central sector)	Pages 18-19 (audited consolidated financial statements)  Page 163 (audited annual financial statements of the central sector)	
	(b) the income statement;	page 234 (audited annual financial statements of the central sector)	Page 16 (audited consolidated financial statements)  Page 165 (audited annual financial statements of the central sector)	
	(c) the accounting policies and explanatory notes.	pages 235 to 270 (audited annual financial statements of the central sector)	Pages 28 to 145 (audited consolidated financial statements)  Pages 166 to 201 (audited annual financial statements of the central sector)	

	<b>Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended</b>	<b>2020 Financial Report</b>	<b>2021 Financial Report</b>	<b>2021 Business Review</b>
<b>11.1.6</b>	<p><b>Age of financial information</b></p> <p>The balance sheet date of the last year of audited financial information may not be older than 18 months from the date of the registration document.</p>			
<b>11.2</b>	<b><u>Auditing of historical financial statements</u></b>		31 December 2021	
<b>11.2.1</b>	<p>The historical annual financial information must be independently audited. The audit report shall be prepared in accordance with the Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014.</p> <p>Where Directive 2006/43/EC and Regulation (EU) No 537/2014 do not apply, the historical financial information must be audited or reported on as to whether or not, for the purposes of the registration document, it gives a true and fair view in accordance with auditing standards applicable in a Member State or an equivalent standard. Otherwise, the following information must be included in the registration document:</p> <p>(a) a prominent statement disclosing which auditing standards have been applied;</p> <p>(b) an explanation of any significant departures from International Standards on Auditing.</p>	<p>pages 213 to 220 (audited consolidated financial statements)</p> <p>pages 271 to 274 (audited annual financial statements of the central sector)</p>	<p>Pages 146 to 151 (audited consolidated financial statements)</p> <p>Pages 202 to 205 (audited annual financial statements of the central sector)</p>	
<b>11.2.1a</b>	Where audit reports on the historical financial information have been refused by the statutory auditors or where they contain qualifications, modifications of opinion, disclaimers or an emphasis of matter, the reason must be given, and such qualifications, modifications, disclaimers or emphasis of matter must be reproduced in full	NA	NA	

	<b>Annex 7 of the Commission Delegated Regulation (EU) 2019/980, as amended</b>	<b>2020 Financial Report</b>	<b>2021 Financial Report</b>	<b>2021 Business Review</b>
<b>11.4</b>	<b><u>Significant change in the issuer's financial position</u></b>			
<b>11.4.1</b>	A description of any significant change in the financial position of the group which has occurred since the end of the last financial period for which either audited financial information or interim financial information have been published, or provide an appropriate negative statement.	page 17	Pages 15 and 168	

## USE OF PROCEEDS

The paragraphs under the section of the Base Prospectus entitled “Use of Proceeds” on page 65 are deleted and replaced with the following (in order to (i) update the references to the Issuer’s (x) Framework and (y) second party opinion, (ii) refer to the compliance of the Framework to the Social Bond Principles and Sustainability Bond Guidelines and (iii) refer to such notes as “Sustainability Bonds” (previously defined as “Green Bonds”)):

“The net proceeds of the issue of the Notes will be used for general financing purposes of the Issuer unless otherwise specified in the relevant Final Terms.

The relevant Final Terms might notably specify that the proceeds of the issue of the Notes will be used to finance or re-finance, in part or in full, new and/or existing green/social/sustainability assets or projects (“**Sustainability Bonds**”) as set out in the Issuer’s Green, Social and Sustainability Bond Framework (as amended and supplemented from time to time) (the “**Framework**”) available on the Issuer’s website (<https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/Framework%20CDC%20Sustainable%20Bonds%20-%20April%202022.pdf>).

In relation to Sustainability Bonds and as further described in the Framework, the Issuer intends to be fully compliant with the four core components of the 2021 Green Bond Principles voluntary guidelines published by the International Capital Market Association or any more recent version such as specified in the relevant Final Terms (the “**GBP**”): (i) description of the use of proceeds, (ii) disclosure of the process for project evaluation and selection, (iii) management of proceeds and (iv) reporting on such use of proceeds. In addition, the Framework is aligned with the 2021 Social Bond Principles (“**SBP**”) and 2021 Sustainability Bond Guidelines (“**SBG**”) each published by the International Capital Market Association.

The Framework sets out categories of eligible projects which have been identified by the Issuer, such as, but not limited to, (a) renewable energy, (b) energy efficiency, (c) green real estate, (d) transportation and sustainable, (e) access to digital and (f) healthcare and social healthcare. A second party opinion has been obtained from the second party opinion provider Moody’s ESG Solutions on the Framework, assessing the sustainability of the Framework and its alignment with the GBP, SBP and SBG. This document is available on the Issuer’s website ([https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/20220422\\_SPO\\_UoP\\_CDC\\_EN.pdf](https://www.caissedesdepots.fr/sites/default/files/2022-05/20220422_SPO_UoP_CDC_EN.pdf)). It may be further updated or expanded to reflect evolutions in market practices, regulation and in the Issuer’s activities.

In relation to each issue of Sustainability Bonds, the Issuer intends to publish on an annual basis a report including an exhaustive and nominative list of financed eligible projects. The Issuer’s statutory auditors will be requested to certify the effective allocation of proceeds to eligible assets of the Sustainability Bonds. The auditors’ reports on the allocation of proceeds will be available on the Issuer’s website (<https://www.caissedesdepots.fr/en/obligations-vertes-sociales-et-durables>).

The performance of the Sustainability Bonds is not linked to the performance of the relevant eligible projects or the performance of the Issuer in respect of any environmental or similar targets. There will be no segregation of assets and liabilities in respect of the Sustainability Bonds and the eligible projects. Consequently, neither payments of principal and/or interest on the Sustainability Bonds nor any rights of Noteholders shall depend on the performance of the relevant eligible projects or the performance of the Issuer in respect of any such environmental or similar targets. Holders of any Sustainability Bonds shall have no preferential rights or priority against the assets of any eligible project nor benefit from any arrangements to enhance the performance of the Notes.”



## RESPONSIBILITY FOR THE SUPPLEMENT

### Individual assuming responsibility for the Supplement to the Base Prospectus

#### In the name of the Issuer

To the best knowledge of the Issuer, the information contained in this Supplement is in accordance with the facts and contains no omission likely to affect its import.

#### Caisse des dépôts et consignations

56, rue de Lille  
75007 Paris  
France

Represented by Virginie Chapron-du Jeu  
*Directrice des finances du groupe Caisse des Dépôts*

Executed in Paris on 8 July 2022



#### *Autorité des marchés financiers*

This Supplement has been approved by the AMF, in its capacity as competent authority under Regulation (EU) 2017/1129. The AMF has approved this Supplement after having verified that the information it contains is complete, coherent and comprehensible within the meaning of Regulation (EU) 2017/1129.

This approval is not a favourable opinion on the Issuer and on the quality of the Notes described in this Base Prospectus. Investors should make their own assessment of the opportunity to invest in such Notes.

This Supplement has been approved on 8 July 2022 and the approval number applicable to this Supplement is n°22-288.